

211P-2119

COUR D'APPEL

PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE MONTRÉAL

No: 500-09-001346-956
(500-05-002577-953)

Le 22 janvier 1998

CORAM: LES HONORABLES CHOUINARD
MAILHOT
PIDGEON, J.J.C.A.

ALTA LIMITÉE,
ARGO CONSTRUCTION INC.,
BROCCOLINI CONSTRUCTION INC.,
CEGERCO CONSTRUCTEUR INC.,
CETIL INC.,
CONSORTIUM M.R. CANADA LTÉE,
CONSTRUCTION CHATEAU ST-MARC INC.,
CONSTRUCTION SOCAM LTÉE,
LES CONSTRUCTIONS SICOR INC.,
DIVCO LIMITÉE,
MAGIL CONSTRUCTION CANADA LTÉE,
OMÉGA CANADA, DIVISION DE SOGEDEC INC.,
QUÉGÉCO INC.,
SOCIÉTÉ DÉSOURDY 1949 INC.,

APPELANTES - requérantes

c.

LA CORPORATION DES MAÎTRES MÉCANICIENS EN
TUYAUTERIE DU QUÉBEC,,
LA CORPORATION DES MAÎTRES ÉLECTRICIENS DU
QUÉBEC,
et

L'ASSOCIATION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC,

INTIMÉES - intimées

et

L'ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS DE ROUTES ET
GRANDS TRAVAUX DU QUÉBEC,

MISE EN CAUSE

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

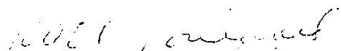
-2-


LA COUR, statuant sur le pourvoi des appelantes contre un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal prononcé le 27 juillet 1995 par l'honorable Jean Normand qui a rejeté leur requête en jugement déclaratoire;


Après étude du dossier, audition et délibéré:

Pour les motifs exprimés dans l'opinion écrite de monsieur le juge Robert Pidgeon, dont copie est jointe aux présentes, auxquels souscrivent monsieur le juge Roger Chouinard et madame la juge Louise Mailhot;

REJETTE l'appel avec dépens.


ROGER CHOUINARD, J.C.A.


LOUISE MAILHOT, J.C.A.


ROBERT PIDGEON, J.C.S.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

-3-

500-09-001346-956

Me Benoit Roussy
Me Pierre Gariépy
GUY & GILBERT
Pour les appelantes

Me Jean Morin
Me Marie-Josée Côté
GRONDIN, POUDRIER
Pour les intimées

Me Christian Tétreault
BOURQUE, TÉTREULT
Pour la mise en cause

Audition le 11 décembre 1997

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

COUR D'APPEL

PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE MONTRÉAL

No: 500-09-001346-956
(500-05-002577-953)

CORAM: LES HONORABLES CHOUINARD
MAILHOT
PIDGEON, JJ.C.A.

ALTA LIMITÉE,
ARGO CONSTRUCTION INC.,
BROCCOLINI CONSTRUCTION INC.,
CEGERCO CONSTRUCTEUR INC.,
CETIL INC.,
CONSORTIUM M.R. CANADA LTÉE,
CONSTRUCTION CHATEAU ST-MARC INC.,
CONSTRUCTION SOCAM LTÉE,
LES CONSTRUCTIONS SICOR INC.,
DIVCO LIMITÉE,
MAGIL CONSTRUCTION CANADA LTÉE,
OMÉGA CANADA, DIVISION DE SOGEDEC INC.,
QUÉGÉCO INC.,
SOCIÉTÉ DESOURDY 1949 INC.,

APPELANTES - requérantes

c.

LA CORPORATION DES MAÎTRES MÉCANICIENS EN
TUYAUTERIE DU QUÉBEC,,
LA CORPORATION DES MAÎTRES ÉLECTRICIENS DU
QUÉBEC,
et
L'ASSOCIATION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC,

INTIMÉES - intimées

et

L'ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS DE ROUTES ET
GRANDS TRAVAUX DU QUÉBEC,

MISE EN CAUSE

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-2-

OPINION DU JUGE PIDGEON

Les appelantes se pourvoient contre un jugement de la Cour supérieure, du district de Montréal, rendu le 27 juillet 1995, rejetant leur requête en jugement déclaratoire.

LES FAITS

Les appelantes, des entrepreneurs généraux en construction, membres pour la plupart de l'Association de la construction du Québec (ACQ), se sont engagées à respecter les règles contenues dans le Code des soumissions déposées du Québec (le Code).

Les intimées, la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ), et la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ), regroupent des entrepreneurs spécialisés oeuvrant dans l'industrie de la construction. L'Association de la construction du Québec, quant à elle, groupe des organismes tels des syndicats professionnels, des associations ainsi que des corporations dont les membres exercent leurs activités à titre d'employeurs.

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

-3-

Dans le but d'assainir la concurrence et de déterminer des règles de soumissions communes à tout appel d'offres de façon à améliorer les services offerts au public dans le domaine de la construction, les trois intimées signent, le 26 avril 1967, une entente établissant le Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ). Au fil des ans, cette entente fut modifiée à quelques reprises. Celle présentement en vigueur fut conclue le 1^{er} septembre 1993.

La requête des appelantes, rejetée par le juge, recherchait une déclaration judiciaire de nullité de l'entente tant dans ses versions antérieures qu'actuelle, conséquemment du Code des soumissions édicté en vertu de celle-ci et, subsidiairement, une déclaration de nullité de certaines dispositions de l'entente du 1^{er} septembre 1993 et du Code.

LE JUGEMENT PORTÉ EN APPEL

Selon le juge, le litige soulève trois questions:

- i. La capacité des intimées de conclure l'entente;
- ii. L'atteinte à l'ordre public vu le caractère abusif du Code des soumissions.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

iii. Le caractère déraisonnable de certaines dispositions du Code compte tenu de leur caractère quasi réglementaire.

* * *

i. La capacité des intimées de conclure l'entente initiale et ses modifications postérieures.

S'appuyant sur la décision de la Cour supérieure *Association de la construction du Québec c. Immeubles Christian Bélanger inc.*¹, une affaire entendue en appel en même temps que la présente, le juge décide que l'entente« pour l'établissement d'un Bureau des soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé» s'intègre tout naturellement dans l'esprit et le texte des objets généraux de l'ACQ. Puis, il ajoute qu'il partage l'opinion du juge Roger Banford qui écrit dans l'affaire précitée:

P. 2586.

En tant que corporation sans but lucratif, la FCT, Fédération de la construction du Québec, auteur de la demanderesse, possédait également tous les pouvoirs reconnus par Loi des compagnies dont celui de contracter pour les fins visées par ses lettres patentes.

¹ [1992] R.J.Q. 2580.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-5-

Or, l'entente tripartite du 15 décembre 1970, intervenue entre la FCQ, la CMMTQ et la CMEQ, vise la création d'un organisme devant servir d'intermédiaire entre les donneurs d'ordres et les soumissionnaires dans le processus des soumissions pour l'obtention de contrats de construction sur le territoire du Québec. L'entente a pour but de protéger les intérêts des divers intervenants de l'industrie de la construction en leur procurant des services et en leur suggérant des règles d'éthique professionnelle sanctionnées par des mesures disciplinaires.

Une telle entente s'intègre tout naturellement dans l'esprit et le texte des objets généraux de la (demanderesse) et ceux particulièrement reproduits ci-haut. Par conséquent, le tribunal ne peut que constater la capacité d'agir de la demanderesse à l'égard de l'acte duquel est issu le BSDQ.

L'ACQ, conclut le juge, avait la capacité d'agir.

Il rejette également l'argument des appelantes fondé sur l'absence de qualité de l'ACQ de conclure une entente établissant le Bureau des soumissions déposées et d'adopter le Code des soumissions. À son avis, l'ACQ pouvait conclure une telle entente. Il écarte aussi la prétention des appelantes selon laquelle la CMEQ et la CMMTQ ne sont pas habilitées à conclure des ententes pouvant avoir des effets à l'égard d'autres personnes que leurs membres. À son avis, cet argument est spécieux puisque l'entente a été conclue avec une chambre de la construction (ACQ) dont les membres n'ont pas obligatoirement à être membres de l'une ou l'autre de ces deux corporations. Enfin, il rappelle ce

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-6-

qu'écrivait monsieur le juge Mayrand, de notre cour, dans l'affaire Benoit et Kersten Ltd.²:

Les engagements réciproques pris librement par le donneur d'ordres et les soumissionnaires forment, à mon avis, un contrat collectif qui loin d'être contraire à l'ordre public, favorise l'honnêteté et le maintien d'une saine concurrence dans le domaine de la construction.

ii. L'atteinte à l'ordre public et le caractère déraisonnable du Code des soumissions

De l'avis du juge, le Code constitue un ensemble de règles d'éthique visant à favoriser une saine concurrence et constitue par l'adhésion de l'entrepreneur un contrat collectif. Il ne peut y voir de stipulation imposée par l'une des parties (art. 1379 C.C.Q.). La règle voulant qu'un contrat soit octroyé au plus bas soumissionnaire est d'ailleurs celle ayant cours au Québec. Elle prévaut d'ailleurs dans le domaine public. Ce que vise à réprimer les dispositions de la dernière version du Code en vigueur depuis 1993, c'est la négociation à la baisse de la plus basse soumission. Les anciennes dispositions faisaient en sorte que l'éthique et l'intérêt public étaient mis de côté. Pour le juge, le nouveau Code demeure d'intérêt public. Or, cet aspect est

²1978 C.A. 301-302.

500-09-001346-956

-7-

irréconciliable avec le désavantage excessif et déraisonnable allégué par les appelantes.

iii. Le caractère déraisonnable et l'aspect quasi réglementaire

Le Code, dit-il, n'est rien d'autre qu'un document contractuel auquel les entrepreneurs généraux sont libres de souscrire. Son adoption n'a rien de déraisonnable. Par ailleurs, bien que l'ACQ, contrairement à la CME et à la CMMT, n'ait pas le pouvoir d'imposer des amendes, cela ne l'empêche pas de poursuivre un entrepreneur sur une base strictement contractuelle.

En conséquence de ce qui précède, il rejette la requête des appelantes.

MOTIFS D'APPEL

Le juge de première instance a erré en concluant:

- a) que les intimées avaient la capacité de conclure des ententes à l'origine de la promulgation du Code des soumissions déposées du Québec;

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-8-

b) à l'absence de caractère abusif et d'atteinte à l'ordre public du Code:

- i) Il porte atteinte à la liberté contractuelle et liberté de commerce;
- ii) Il contient des dispositions dont le caractère déraisonnable le rend abusif;
- iii) Son application risque de porter atteinte à la solidité des édifices.

c) à la validité de certaines dispositions du Code qui, compte tenu de leur aspect quasi réglementaire, auraient dû être invalidées vu leur caractère déraisonnable.

ANALYSE ET DISCUSSION

- A) Les pouvoirs, la capacité juridique et la qualité des intimées, l'ACQ, la CMEQ et la CMMTQ de conclure des ententes relatives à l'adoption et à la modification du Code des soumissions.
-

À mon avis, les articles 23 de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie¹ et 24 de la Loi sur les maîtres électriciens² autorisent ces corporations à conclure de telles ententes avec un fiduciaire ou une chambre de la construction.

¹L.R.Q., c.M-4.

²L.R.Q., c.M-3.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

Quant à l'ACQ, les objets décrits dans ses lettres patentes et l'article 31 de la Loi sur les compagnies⁵ démontrent qu'elle possède ce pouvoir. Deux de ceux-ci dissipent toute équivoque:

- b) Promouvoir et coordonner généralement l'activité du secteur de la construction et faciliter les relations entre toutes les personnes et les groupements en vue du bien public;
- e) Favoriser entre les organismes qui en font partie de saines relations ainsi que des échanges d'informations et d'opinion.

D'autre part, l'article 31 de la Loi sur les compagnies, applicable aux compagnies de la partie III par le jeu de l'article 224 confirme aussi qu'elle détient ce pouvoir:

31. La compagnie peut acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles, aliéner ses meubles ou immeubles et hypothéquer ces derniers, et elle est immédiatement saisie de toute propriété et des droits mobiliers et immobiliers, possédés pour elle jusqu'à la date des lettres patentes en vertu de tous fidéicommiss créés en vue de sa constitution en corporation, ainsi que tous les pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires ou inhérents à son entreprise.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent et sans restriction quant à leur application, la compagnie peut, sauf exclusion expresse dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires:

[...]

- o) exercer toute activité et prendre toute mesure incidente ou accessoire aux pouvoirs accordés à la compagnie par le présent article et par ses lettres patentes ou se rattachant à la réalisation de ses objets;

⁵L.R.Q., c.C-38.

500-09-001346-956

-10-

Je souligne que l'article 29 de la Loi des compagnies⁶ en vertu de laquelle fut constituée la Fédération de la construction du Québec, l'auteur de l'ACQ, était sensiblement au même effet.

En outre, en tant que compagnie régie par la troisième partie de la Loi sur les compagnies, les pouvoirs de l'ACQ sont guidés par le principe que tout ce qui n'est pas expressément ou implicitement interdit est permis⁷. Cet énoncé ressort de l'arrêt **Bonanza Creek Gold Mining Co. c. R.**⁸ qui veut que les compagnies constituées par lettres patentes ne soient sujettes qu'aux incapacités résultant de la loi. La Fédération de la construction du Québec et l'Association de la construction du Québec avaient donc la qualité et les pouvoirs les autorisant à prendre part aux ententes établissant le BSDQ.

Nous avons vu que les lois constitutives de la CMEQ et de la CMMTQ les autorisent à conclure une entente avec une «chambre de la construction» ou un fiduciaire pour l'établissement d'un Bureau de soumissions déposées en regard de certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé. Le terme «chambre de

⁶S.R.Q. 1964, c.271.

⁷M. Martel et P. Martel, La Compagnie au Québec, Vol.1, Montréal, Wilson & Lafleur, éditions à feuilles mobiles, à la p. 84.

⁸[1916] A.C. 566, 26 D.L.R. 273.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-11-

construction» n'est défini nulle part dans les lois pertinentes. Il est bien connu qu'en l'absence de définition, il faut s'en remettre au sens courant des mots⁹. Le juge de première instance, en s'appuyant sur des définitions de «chambre» offertes par les dictionnaires, a considéré que l'ACQ, avait la qualité d'une «chambre de construction».

À mon avis, l'ACQ peut certainement être qualifiée «d'assemblée s'occupant des intérêts ou de la discipline d'un corps» ou «d'assemblée représentative des entrepreneurs généraux en construction»¹⁰. Elle peut également se qualifier de «builders' association», terme qui provient de la version anglaise des Lois sur les maîtres électriciens et mécaniciens en tuyauterie.

Les règlements adoptés en vertu de ces deux lois sont certes plus explicites quant aux parties avec qui la CMEQ et la CMMTQ peuvent conclure une entente:

Le Conseil peut conclure une entente avec toute chambre de construction ou autre corporation pour l'établissement d'un bureau de soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.¹¹

⁹P.-A. Côté, Interprétation des lois, 2^e éd., Cowansville, Yvon Blais, 1990.

¹⁰P. Robert, Dictionnaire le Petit Robert 1, Montréal, Dictionnaires Robert-Canada S.C.C., 1991.

¹¹Règlement de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, R.R.Q. 1981, c.M-3,r.2, art. 155.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-12-

Le Conseil peut conclure une entente avec toute chambre de construction ou autre personne pour l'établissement d'un bureau de dépôt des soumissions relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.¹²

De plus, les articles 26 de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec et 36 de la Loi sur les maîtres électriciens du Québec prévoient que:

Les parties à l'entente peuvent autoriser le bureau des soumissions à rendre, aux conditions qu'elles ont arrêtées, les mêmes services à des personnes exerçant une autre profession ou un autre métier.

Pour leur part, les articles 26 L.M.M.T. et 27 L.M.E. énoncent:

La Corporation peut, aux fins de l'article 25, faire des ententes avec des groupes, associations ou compagnies.

Il ressort de ce qui précède que l'ACQ peut se qualifier comme partie à l'entente établissant le BSDQ soit à titre principal en tant que «chambre de construction» ou autre corporation ou personne au sens des lois et règlement, soit à titre «accessoire» en tant qu'association de personnes exerçant une autre profession.

¹²Règlement de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, R.R.Q. 1981, c.M-4, r.2, art.95.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-13-

B) Le caractère abusif du Code.

Les arguments des appelantes à ce titre sont de trois ordres:

- i) le Code porte atteinte aux libertés de commerce et contractuelle;
- ii) les dispositions du Code vu leur déraisonnabilité ont un caractère abusif;
- iii) son application risque de porter atteinte à la solidité des édifices.

D'entrée de jeu, je souligne que la plaidoirie des appelantes a surtout porté sur l'obligation que leur imposent les articles J-1 et J-2 du nouveau Code des soumissions, d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire:

J-1 CONTRAT SUIVANT SOUMISSION

Dans tous les cas, le soumissionnaire et l'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peuvent contracter à l'égard d'une spécialité assujettie ou quant à des spécialités assujetties regroupées (annexe II) du présent Code) qu'aux prix et conditions d'une soumission qui a été déposée au BSDQ suivant le présent code.

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

-14-

Le soumissionnaire et l'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peuvent convenir d'une réduction sur le prix d'une soumission déposée suivant le présent Code ni d'une commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en changer le prix véritable.

J-2 ADJUDICATION DU CONTRAT AU PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME DANS LES CAS OÙ UN CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET UNE LETTRE D'INTENTION ONT ÉTÉ FOURNIS PAR LE SOUMISSIONNAIRE

L'entrepreneur destinataire adjudicataire est tenu d'accorder le contrat quant à une spécialité assujettie ou quant à des spécialités assujetties regroupées (annexe II du présent Code) au soumissionnaire qui lui a adressé la plus basse soumission conforme aux dispositions du présent Code et dont il a pris possession, sous réserve des dispositions des articles J-3, J-4 et J-6 du présent Code, dans tous les cas où le soumissionnaire a fourni en même temps que sa soumission un cautionnement de soumission et une lettre d'intention ou une garantie de soumission conforme à ce qu'indiqué au chapitre D du présent Code, que ce cautionnement de soumission et cette lettre d'intention ou cette garantie soient requis ou pas par les documents de soumissions ou par le présent code.

Dans les cas non prévus à l'annexe III du présent Code (cas où la fourniture d'un cautionnement de soumission et d'une lettre d'intention ou d'une garantie de soumission ne sont pas obligatoires), l'obligation d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire n'est valide que dans le cas où ce dernier a joint à sa soumission un cautionnement de soumission accompagné d'une lettre d'intention ou une garantie de soumission. Si le plus bas soumissionnaire conforme n'a pas joint ces documents à sa soumission, l'entrepreneur destinataire adjudicataire n'est plus lié par cette règle. L'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peut cependant accorder le contrat qu'à un soumissionnaire qui lui a adressé une soumission conforme par le biais du BSDQ, dont il a pris possession, et au prix et aux conditions de cette soumission. De plus, l'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peut accorder le contrat à un soumissionnaire dont le prix de la soumission est plus élevé que le prix du plus bas soumissionnaire qui a fourni un cautionnement de soumission et une lettre d'intention ou une garantie de soumission avec sa soumission.

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

-15-

i) L'atteinte aux libertés contractuelle et de commerce

Les appelantes prétendent que les dispositions de l'article J-2 du nouveau Code (adjudication du contrat au plus bas soumissionnaire conforme) sont contraires à l'ordre public puisqu'elles portent atteinte aux libertés contractuelle et de commerce.

Disons que contrairement à ce que prétendent les appelantes, la règle du plus bas soumissionnaire conforme est loin d'être absolue. À l'étude des dispositions pertinentes, on constate d'ailleurs:

L'entrepreneur destinataire peut refuser de prendre possession d'une ou plusieurs des enveloppes qui lui sont adressées. (G-6)

Le maître de l'ouvrage peut autoriser l'entrepreneur à choisir un soumissionnaire autre que le plus bas. (J-3(A)).

En outre, il est possible pour l'entrepreneur de révoquer son engagement à respecter les règles du BSDQ [art. C-4 du Code]. En bref, les entrepreneurs membres de l'ACQ ont la liberté de se soumettre ou non à ces règles. S'ils choisissent de le faire, ils disposent encore d'une marge de manoeuvre dans

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-16-

l'attribution des soumissions puisqu'ils ont, entre autres, la possibilité d'écarter dès le départ les soumissionnaires qu'ils jugent indésirables. Ils bénéficient même de certaines garanties dans les autres cas. Je rappelle le caractère d'intérêt public du BSDQ et plus particulièrement les buts visés par le Code de soumissions lesquels sont décrits dans son préambule:

- à faire en sorte que la personne qui reçoit des soumissions puisse les comparer entre elles;
- à assainir la concurrence en assurant la personne qui reçoit des soumissions que les différents soumissionnaires ont fait un effort sérieux pour fournir leur meilleur prix dès le dépôt de leur soumission;
- à déterminer les règles de soumissions communes à tout appel d'offres de façon à améliorer les services offerts au public, aux personnes qui demandent des soumissions et aux entrepreneurs qui soumissionnent ou qui reçoivent des soumissions;
- à permettre au public et particulièrement au maître de l'ouvrage de bénéficier des bienfaits d'une saine concurrence et à les protéger contre des abus dans le processus de soumissions et d'attribution de contrats.

Dans ces circonstances, les restrictions que l'on pourrait qualifier d'entraves à la liberté contractuelle sont raisonnables.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

500-09-001346-956

-17-

ii. La déraisonnabilité et le caractère des dispositions du Code.

Les appelantes prétendent que les dispositions du Code de soumissions auxquelles leur engagement, reproduit ci-après, les oblige, constituent un contrat d'adhésion (art. 1379 et 1437 C.C.Q.). Certains engagements auxquels elles sont obligées de souscrire sont à la fois déraisonnables et abusifs.

C-2 ENGAGEMENT DE L'ENTREPRENEUR DESTINATAIRE

Pour avoir le droit de prendre possession d'enveloppes contenant des soumissions déposées au BSDQ, tout entrepreneur destinataire doit avoir au préalable signé l'engagement ci-après:

Je, soussigné.....
(nom de l'entreprise)

m'engage à me conformer, quant à l'adjudication des contrats, aux règles contenues dans le Code de soumissions (Code) édicté suivant l'entente établissant le Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) et à tout amendement qui pourrait être apporté à ce Code.

Je déclare exiger la fourniture d'un cautionnement de soumission accompagné d'une lettre d'intention ou d'une garantie de soumission suivant les dispositions et modalités prévues dans ce Code et ses annexes.

À l'égard de tous les autres entrepreneurs destinataires qui ont agi en conformité du Code et à l'égard de tous les soumissionnaires, j'accepte, en cas de contravention de ma part, d'être responsable des dommages qui pourraient leur en résulter. Je renonce toutefois à prendre des poursuites en dommages contre

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

-18-

un autre entrepreneur destinataire pour une violation de sa part aux règles du Code qui ont trait à l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme et qui aurait pu avoir lieu dans les vingt et un (21) mois qui suivront la date d'entrée en vigueur du Code de soumissions telle que déterminée par l'ACQ, la CMEQ et la CMMTQ.

À L'égard des parties à l'entente établissant le BSDQ, sous réserve et sans affecter les obligations, sanctions, droits et recours prévus en pareil cas en vertu d'une loi, j'accepte en cas de contravention de ma part aux dispositions du Code de payer à titre de dommages-intérêts et fixée d'avance, une pénalité égale à cinq pour cent (5%) du prix du ou des contrats conclus en violation du Code. À défaut par moi de payer la pénalité ci-dessus, une poursuite peut en conséquence être intentée contre moi par l'une des parties.

Je m'engage aussi à acquitter les amendes et à me conformer aux mesures disciplinaires qui pourraient m'être imposées par l'une ou l'autre des parties à l'entente du BSDQ pour une violation du Code.

Elles invoquent particulièrement qu'elles sont obligées de signer cet engagement (C-2) pour recevoir des soumissions du BSDQ. Le nouveau Code vise, selon les régions, les travaux de 23 spécialités qui y sont assujetties soit environ 60% des activités d'un chantier de construction. Or, si elles veulent continuer à faire affaires au Québec, elles doivent signer l'engagement permanent prévu à l'article C-2 du Code autrement elles ne pourront pas recevoir les soumissions du BSDQ. D'autre part, en plus de n'avoir aucun pouvoir de modifier les termes de

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

-19-

leur engagement, le Code leur impose d'accorder les sous-contrats de spécialités au plus bas soumissionnaire (J-2).

Bien qu'en pratique, les appelantes doivent passer par l'entremise du Bureau des soumissions déposées et signer l'engagement C-2 si elles veulent obtenir des soumissions relatives aux travaux de plomberie, d'électricité et autres spécialités assujetties au Code, il n'en demeure pas moins qu'elles ne sont pas obligées de faire affaires avec un soumissionnaire qu'elles jugent incompetent ou indésirable. Elles n'ont qu'à s'abstenir de prendre possession de la soumission de cet entrepreneur comme le leur permet l'article G-6 du Code; elles devront, par ailleurs, retenir la plus basse des soumissions. En somme, rien ne les empêche d'inviter les entrepreneurs spécialisés avec qui elles désirent faire affaires, à déposer une soumission et à prendre uniquement possession des enveloppes identifiées au nom de ces derniers. Je rappelle enfin que dans le domaine public, la règle générale est que l'on octroie le contrat au plus bas soumissionnaire ce qui est loin de constituer une règle déraisonnable. Dans un tel contexte, je ne peux me convaincre que le Code constitue un contrat d'adhésion. Je m'empresse cependant d'ajouter que, même si j'en étais venu à la conclusion qu'il constituait un contrat d'adhésion, j'aurais tout de même refusé de réduire les obligations en découlant puisqu'elles ne sont ni abusives ni déraisonnables. Le Code, soulignons-le, est depuis longtemps bien connu des

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

entrepreneurs en construction. Sa dernière révision a d'ailleurs, pendant plus de trois ans, fait l'objet de nombreuses discussions et consultations au sein de l'ACQ et des autres organismes représentant les entrepreneurs en construction. Comme le premier juge, je suis d'avis que l'entente donnant naissance au Code est le fruit de la volonté de l'organisme représentant les entrepreneurs membres de l'ACQ. Ni la Corporation des maîtres électriciens du Québec, ni la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie n'ont forcé l'ACQ, l'association dont font partie les appelantes, à signer cette entente. De plus, les appelantes, de façon éclairée et volontairement, ont signé un engagement à respecter un Code dont elles comprenaient la portée.

J'ajoute que pour les entrepreneurs membres de l'ACQ, le Code des soumissions n'a pas la force d'une loi¹³, c'est leur adhésion volontaire à ses règles qui les oblige. En outre, je le redis, c'est l'association qui représente les appelantes qui a conclu une telle entente avec deux corporations professionnelles groupant des entrepreneurs spécialisés. De surcroît, 23 autres catégories d'entrepreneurs spécialisés oeuvrant dans le domaine de la construction y ont librement adhéré. Enfin, tout ce qu'ont fait les parties à l'entente c'est d'appliquer au domaine privé les règles relatives dans l'octroi de contrat dans le domaine public.

¹³P. GARANT, Droit administratif Vol.I, 3^e éd., Cowansville, Yvon Blais, 1991, 348-349.

CODE VALIDEUR = 922KN53R44

500-09-001346-956

-21-

iii. La solidité et la sécurité des édifices

Le juge en est venu à la conclusion que cette prétention n'était pas supportée par la preuve. Or, les appelantes ne soulèvent aucune erreur manifeste et déterminante de sa part dans l'appréciation du témoignage des experts. De plus, un examen de la preuve m'a rapidement convaincu que le juge s'est correctement dirigé en fait et en droit. Ce moyen d'appel devrait également être rejeté.

- C) Le refus d'invalidier certaines dispositions du Code qui, compte tenu de leur caractère déraisonnable et leur aspect quasi réglementaire auraient dû l'être.
-

Je rappelle que le Code du BSDQ n'a pas été imposé aux appelantes en vertu d'une disposition législative expresse et qu'il n'a aucune force réglementaire, deux caractéristiques essentielles des règlements¹⁴. De plus, pour les motifs exposés dans l'arrêt **Les Immeubles Christian Bélanger c. l'Association de la construction du Québec**, auquel nous référons, les parties, les entrepreneurs

¹⁴Patrice GARANT, Droit administratif, 3^e éd., Yvon Blais, Cowansville, 1991, pp. 348-349.

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44

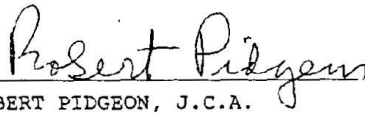
500-09-001346-956

-22-

destinataires¹⁵ qui ne sont pas membres de la CMEQ et de la CMMTQ, ne peuvent se voir imposer une amende par l'ACQ.

À mon avis, le Code n'est rien d'autre qu'un document contractuel dont les dispositions, compte tenu du milieu dans lequel elles s'appliquent sont loin d'être déraisonnables. Au contraire, elles revêtent un caractère d'ordre public en ce qu'elles visent à assurer une parfaite égalité des chances entre les soumissionnaires et le maintien d'une concurrence loyale¹⁶.

Compte tenu de tout ce qui précède, je propose de rejeter l'appel avec dépens.


ROBERT PIDGEON, J.C.A.



¹⁵Les Immeubles Christian Bélanger c. L'Association de la Construction du Québec, C.A. Québec 200-09-000680-923.

¹⁶Acier Mutual Inc. c. Fertek inc. Juges Gendreau, Baudouin et Deschamps, C.A. Montréal no. 500-09-001589-902, 1996-03-06

CODE VALIDEUR = 9Z2KN53R44